

Conférence autour de la formation professionnelle comme garantie de l'emploi

Relever les défis du futur

La conférence-débat «Le futur commence aujourd'hui: ajustons nos compétences», organisée par l'INFPC, avec le soutien du ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, qui eut lieu vendredi, tournait autour de la formation professionnelle continue comme une des réponses à la crise actuelle.

Laetitia Collin

■ D'emblée, le président du conseil d'administration de l'INFPC, Nic Alff, a rappelé l'objectif de la conférence: faire face à la situation économique actuelle au Luxembourg grâce à des pratiques de développement des compétences et relever les grands défis de notre temps tels que la mondialisation de l'économie, le développement durable, le progrès technologique et le vieillissement démographique.

Le ton a été donné par le directeur de la Chambre de commerce, Pierre Gramegna, qui a brossé le tableau de la situation économique et financière mondiale actuelle et de ses répercussions sur l'économie luxembourgeoise: «La crise financière que nous traversons actuellement est une crise systémique». Son effet est plus difficile à absorber pour les petits pays que pour les plus grands. Le pronostic de croissance économique serait d'environ 1 % pour 2009. Pourtant, il importe, plus que jamais, par temps de crise, de privilégier la formation professionnelle continue. «Il ne faut surtout pas réduire l'investissement dans le capital humain», avance Monsieur Gramegna.

Les enjeux de ce débat étaient

ceux énoncés dans la stratégie de Lisbonne concernant le plein emploi, le premier thème concernant la mondialisation de l'économie. Pour Werner Eckes, directeur général de l'Institut de Formation Bancaire Luxembourg, les changements bancaires au niveau international impliquent une politique de mobilité des ressources humaines, d'où l'engagement de l'IFBL dans une démarche d'internationalisation et de certification des formations proposées. L'entreprise Paul Wurth privilégie la compétence par rapport au diplôme et estime que l'implantation de sa société à travers le monde est conditionnée par la présence de compétences sur place.

Le développement durable se fonde sur les trois piliers de la stratégie de Lisbonne: efficacité économique, équité sociale, amélioration de l'environnement. Elle a un sens particulier dans le secteur du bâtiment où elle acquiert le statut de «construction durable», cher à Bruno Renders, directeur de l'Institut de Formation Sectoriel du Bâtiment.

Quantité de services nouveaux apparaissent. Le progrès technologique est désormais intégré au cœur de la croissance et pour Claude Wehenkel, administrateur délégué du Centre de recherche public Henri Tudor, l'anticipation des besoins en compétences est un exercice particulièrement difficile. Paul Émering, chargé de direction de l'Institut de formation de la Chambre des commerces, ajoute que l'appui et l'engagement du secteur d'activité est déterminant pour la qualité de l'analyse et déclencheur auprès des entreprises. Le dernier point abordé a été celui du vieillisse-

ment démographique. En 2030, selon Eurostat, les personnes de 60 ans et plus devraient représenter 32 % de la population européenne contre 23 % actuellement. Par conséquent, il convient de porter une attention toute particulière au thème du vieillissement qui engage un vrai débat de société et qui soulève de nombreuses interrogations sur les stratégies de gestion des ressources humaines à mettre en œuvre dans les entreprises.

Pour clôturer le débat, le ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, Mady Delvaux-Stehres, a insisté sur l'importance que revêt le continuum éducation - formation professionnelle continue, déclarant que le système de la formation professionnelle continue possède des qualités de flexibilité et de vitesse de réaction difficilement compatibles avec le système de formation initiale.



Mady Delvaux Stehres (Photo: Guy Jallay)